



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Une perspective culturelle sur le processus d'intégration économique européenne de la Roumanie

Horățiu Dan

Faculté d'études européennes,
Université Babeș-Bolyai, Roumanie
horatiu.dan@ubbcluj.ro

Résumé

Dans le contexte des débats intenses autour de l'intégration européenne, une meilleure compréhension de la panoplie d'éléments qui influencent ce processus est un facteur-clé dans la création et l'implémentation d'un système européen efficace et efficient. Ce papier se penche sur les facteurs culturels qui influencent le processus d'intégration économique, tout en investiguant l'environnement culturel de la Roumanie, son influence sur le climat économique et son potentiel pour la création et la mise en œuvre des politiques économiques qui mèneraient à une plus grande convergence économique.

Mots-clés : intégration européenne, dimensions culturelles, économie roumaine, compétitivité, progrès social

A cultural perspective on Romania's European economic integration process

Abstract

In the context of the intense debates surrounding European integration, an extended understanding of the panoply of elements influencing this process is a key factor in designing and implementing an effective and efficient European system. This paper focuses on the cultural factors influencing the economic integration process, investigating Romania's cultural environment, its influence on the economic climate and its potential for designing and implementing economic policies that would lead to increased economic convergence.

Keywords: European integration, cultural dimensions, Romanian economy, competitiveness, social progress

Introduction

La rationalisation du processus d'intégration européenne, qui représente le point central de tout le concept politique, social et économique de l'UE, constitue, notamment pendant une période marquée par l'accentuation de la rhétorique nationaliste et l'intensification, des appels pour la restauration dans la sphère

ationale de certaines compétences-clés, l'une des principales directions de l'effort de recherche académique philo-européenne. Dans ce contexte, cet article, qui ne représente qu'une partie d'une recherche plus large, se propose d'analyser la manière dont les éléments culturels influencent le climat économique roumain et dont ces liens causaux peuvent être pris en compte afin de rendre plus efficient le processus d'élaboration et d'implémentation des politiques publiques, ayant pour but de diminuer les décalages économiques par rapport aux États développés de l'Union.

Pour comprendre en profondeur le composant économique du processus d'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne, il faut tenir compte de plusieurs perspectives, étant importants autant les éléments de nature strictement économique, que les politiques ou sociaux, dont la manifestation influence, directement ou indirectement, les principales variables de l'intégration (Corpădean, 2017: 25-36). Ainsi, le commencement d'une telle analyse nécessite la reconnaissance des détails d'une forte interdépendance entre l'économique, le politique et le social, un triptyque influencé par une série d'éléments de nature culturelle (Dan, 2015, 2017, 2018a) qui modèlent le processus entier d'intégration européenne et dont l'identification et la clarification sont impérieusement nécessaires, afin d'adopter une approche au niveau des politiques publiques qui promeuve les objectifs de l'intégration de manière efficace et efficiente.

Partant de ce principe, le papier se propose de peindre le tableau culturel de la Roumanie par rapport à plusieurs vecteurs pertinents, et le tableau de l'état courant de l'intégration économique de la Roumanie dans l'UE, un élément qui constitue le point de départ de la démarche de recherche visant les mécanismes culturels pertinents à l'intégration sur le vecteur économique.

La démarche scientifique repose sur des recherches sociologiques des chercheurs comme Hofstede, Schwartz et leurs collaborateurs, qui définissent la structure des dimensions culturelles nationales et les mesurent au niveau national (Hofstede, 1980 (a); Hofstede, 1980 (b); Hofstede, 2011; Hofstede, Hofstede et Minkov, 2010; Schwartz, 1999, 2006). En outre, on tient compte des études antérieures de l'auteur qui investiguent les liens causaux entre les dimensions culturelles nationales et une série d'éléments définitoires du climat économique, comme la tolérance aux déficits fiscaux et la dette publique élevée, l'économie souterraine, le progrès social et l'ampleur des dépenses sociales, la compétitivité ou le degré d'inclusion de la croissance économique (Dan, 2015, 2017, 2018a, 2018b). Partant de ces données, cette étude se concentre sur le cas de la Roumanie, de la perspective du processus d'intégration européenne.

Le tableau culturel de la Roumanie, dans une perspective économique

La carte culturelle Inglehart-Welzel place la Roumanie dans le groupe des pays orthodoxes, ayant une position presque neutre sur l'axe des valeurs traditionnelles vs. séculaires-rationnelles (inclinant légèrement vers le traditionnel, une valeur similaire à celle des États qui sont les moins séculaires-rationnels du groupe de l'Europe catholique : le Portugal, la Grèce, la Croatie et la Belgique). La position dénote un visible caractère de survie, si l'on se rapporte à l'axe des valeurs de la survie vs. de l'expression de soi (similaire à celle d'autres États membres, comme la Lituanie et la Lettonie, mais très différente de celle des États membres appartenant à l'Europe catholique ou protestante¹).

D'une part, si l'on se réfère au positionnement le long du premier axe dimensionnel de la carte culturelle, qui a aux deux extrémités les valeurs traditionnelles et rationnelles-séculaires et qui est fondée sur les résultats de certaines recherches antérieures (Inglehart, Norris, 2004; Norris, Inglehart, 2004), le positionnement de la Roumanie indique un équilibre entre la tendance de valoriser la religion, la fierté nationale et l'obédience à l'autorité, et un comportement appartenant à la sphère du sécularisme, du cosmopolitisme, de l'autonomie et de la rationalité (Inglehart, Welzel, 2010 : 4).

D'autre part, en ce qui concerne le deuxième axe dimensionnel, qui place aux bouts du spectre les valeurs spécifiques à la survie, notamment la discipline collective, la conformation au groupe et l'autorité de l'État, et celles qui sont spécifiques à l'expression de soi, à savoir les valeurs individuelles, la diversité humaine et l'autonomie civique, la Roumanie se place clairement dans la sphère des valeurs de survie, ce qui indique une préférence sociale pour le conformisme, au détriment de l'émancipation (Inglehart, Welzel, 2010 : 28).

En analysant la position de la Roumanie sur la carte Inglehart-Welzel, à la lumière des résultats des recherches de Hofstede et de ses collaborateurs, on observe que le placement neutre sur l'axe de la tradition/du sécularisme vient dans le contexte de certaines valeurs des dimensions de Hofstede qui pointent plutôt vers le traditionalisme, notamment une valeur extrêmement élevée de la dimension culturelle de la distance par rapport au pouvoir et un niveau extrêmement bas d'individualisme. Pour ce qui est de la dimension axiale de la survie vs. de l'expression de soi, il devient évident la valeur élevée de la dimension hofstedienne de l'évitement de l'incertitude et la valeur basse de la dimension de l'indulgence (Hofstede, 2011; Hofstede, Hofstede, Minkov, 2010), le besoin élevé d'ordre, de sécurité économique et de conformisme reflétant les efforts de survie au détriment de la qualité de la vie et de la tolérance (Inglehart, Welzel, 2010 : 4). La représentation complète

des valeurs des dimensions culturelles hofstediennes en Roumanie se trouve sur le site <https://www.hofstede-insights.com/product/compare-countries>, 100 étant la valeur maximale et 0 la valeur minimale de chaque dimension culturelle, des valeurs relatives établies conformément aux réalités observées dans le cadre de l'échantillon entier de pays visés par l'étude du sociologue hollandais.

En concentrant notre attention sur le positionnement de la Roumanie de la perspective des dimensions culturelles de Schwartz, on observe son placement très proche du centre de l'aire culturelle, ce qui dénote un équilibre en ce qui concerne toutes les sept dimensions appartenant à ce modèle, une situation différente par rapport à celle qui a été projetée par le modèle culturel proposé par Hofstede et ses collaborateurs. Comme il résulte de la carte des dimensions des valeurs, parmi les États membres, c'est la Pologne qui est la plus proche de la Roumanie sur l'alignement des dimensions de Schwartz².

La liste complète des valeurs des dimensions culturelles de Schwartz enregistrées par la Roumanie (et par d'autres États membres de l'Union européenne) peut être consultée dans l'Annexe 2.

Le positionnement culturel de la Roumanie dans le cadre des différents modèles culturels analysés devrait représenter un point central de la démarche de calibrage du processus d'élaboration et d'implémentation des politiques publiques, dans le contexte de l'intégration européenne.

Ainsi, l'emploi de ces informations à la lumière des relations de nature causale découvertes par le biais de ce papier et l'idée de tenir compte des influences culturelles sur certains éléments définitoires du climat économique pourraient aboutir à un gouvernement plus efficace et, implicitement, à un rythme plus alerte de rattrapage des décalages par rapport à la moyenne de l'Union européenne. Le Tableau 1 résume les conclusions de certaines études antérieures de l'auteur, sur les liens de nature causale entre les dimensions culturelles et une série d'éléments de nature économique, incluant des données visant le positionnement de la Roumanie le long des dimensions culturelles en cause (Dan, 2015, 2017, 2018a, 2018b). Au niveau de la légende chromatique du tableau, nous mentionnons avoir utilisé le vert pour un lien positif (signifiant qu'une modification de la valeur de la variable indépendante, c'est-à-dire la dimension culturelle, déclenche une modification ayant le même signe de la variable dépendante) et le rouge pour un lien négatif (signifiant qu'une modification de la valeur de la variable indépendante déclenche une modification de signe opposé de la variable dépendante).

Tableau 1: Liens entre les dimensions culturelles et les éléments de nature économique, dans le cas de la Roumanie

	Dimension culturelle (Hofstede)	Valeur Roumanie	Dimension culturelle (Schwartz)	Valeur Roumanie
Déficit public	orientation à long terme	52/100	-	-
	masculinité (partiellement, pré-crise)	42/100		
Dettes publiques	éviter l'incertitude	90/100	égalité	4.48/6
			maîtrise	4.06/6
Économie souterraine	indulgence	20/100	intégration	3.78/6
Progrès social	indulgence	20/100	égalité	4.48/6
Prédisposition pour les dépenses sociales	indulgence	20/100	-	-
Compétitivité	indulgence	20/100	intégration	3.78/6
Croissance inclusive	indulgence	20/100	-	

Source: Propres calculs fondés sur des séries de données existantes, selon les indications bibliographiques antérieures et les valeurs des dimensions nationales fournies par Hofstede (2001), Hofstede, Hofstede et Minkov (2010) et Schwartz (1999, 2006).

L'adaptation culturelle des politiques publiques et le rattrapage des décalages économiques de la Roumanie

Les potentielles argumentations des instruments de politique publique dues à l'inclusion dans le processus d'élaboration et d'implémentation de certains critères qui promeuvent l'adaptabilité culturelle (et, implicitement, l'efficacité) doivent être regardées dans le contexte de l'état actuel d'intégration économique de la Roumanie dans l'UE.

Le Tableau 2³ surprend les principaux indicateurs macroéconomiques de la Roumanie, conformément aux données et aux prédictions de la Commission

européenne pour la période 2016-2019, résultant une situation économique apparemment stable, avec des croissances considérables du produit intérieur brut, un taux de chômage bas, un taux d'inflation en croissance (mais à des niveaux raisonnables) et une dette publique réduite, attirant pourtant l'attention aux potentiels problèmes causés par les prédictions de l'évolution du déficit budgétaire et par la balance négative (et en cours de se détériorer légèrement) du compte courant. Cependant, ces valeurs se trouvent en accord avec la situation à présent du groupe du sud des États membres de la Zone euro (auf dem Brinke, Enderlein et Fritz-Vannahme, 2015; Rusek, 2017; Stiglitz, 2016), ce qui indique l'absence d'un obstacle majeur de cette perspective en vue de l'adoption de la monnaie unique et, implicitement, dans la voie de l'intégration monétaire (Dan et Maniu, non publié). Toutefois, il faut tenir compte du fait que ces chiffres offrent seulement un tableau partiel des réalités de l'économie roumaine, un regard plus attentif mettant en évidence d'autres signaux d'alarme en ce qui concerne la soutenabilité de la continuation du rythme accéléré de la croissance économique. Parmi ceux-ci on compte le fait qu'elle est à présent générée par la consommation, le niveau des investissements étant déficitaire (selon les données fournies par le Ministère des finances publiques de Roumanie), ou bien la situation précaire des systèmes de santé et d'enseignement, avec un fort impact négatif sur la perspective économique à moyen et à long terme.

Tableau 2: Roumanie – principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateur	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB (% / an)	4,6	5,7	4,4	4,1
Inflation (% annuelle)	-1,1	1,0	2,9	3,0
Taux de chômage (%)	5,9	5,3	5,1	5,0
Balance du budget public (% du PIB)	-3,0	-3,0	-3,9	-4,1
Dette publique brute (% du PIB)	37,6	37,9	39,1	40,5
Balance courante (% du PIB)	-2,3	-3,1	-3,2	-3,4

Source: Données préparées par l'auteur, selon les calculs de la Commission européenne

En ce qui concerne la situation comparative au niveau de l'Union européenne, selon les données d'Eurostat, la Roumanie était, à la fin de 2016, le deuxième le plus pauvre État membre du point de vue du produit intérieur brut par habitant,

ceci se situant à 58% de la moyenne de l'UE (le classement est resté inchangé, conformément aux données partielles pour 2017, malgré la continuation de la convergence vers la moyenne européenne). En dépit de cela, comme il résulte du Tableau 3, au moment de l'intégration, le PIB de la Roumanie se trouvait à 43% de la moyenne de l'UE, enregistrant pendant cette dernière période un rythme accéléré de rattrapage, mais c'est une performance inférieure à celle d'autres États, comme la Pologne ou la Lituanie, qui, bien qu'ils aient récupéré toujours 15 pour cent par rapport à la moyenne, ils l'ont fait partant de niveaux plus élevés.

Tableau 3: Produit intérieur brut par habitant dans l'Union européenne – situation comparative (UE28=100)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Luxemburg	265	262	255	257	265	260	261	270	267	258
Irlande	148	134	129	130	130	132	132	137	181	183
Pays-Bas	138	139	137	134	133	133	134	130	129	128
Autriche	125	125	127	126	128	132	131	130	130	128
Danemark	123	125	125	129	128	127	128	128	127	124
Allemagne	117	117	117	120	123	124	124	126	124	123
Suède	128	127	123	125	126	127	125	124	125	123
Belgique	117	115	118	120	120	121	120	119	119	118
Finlande	119	121	117	116	117	115	113	111	109	109
Grande Bretagne	112	110	107	108	106	107	108	109	108	107
Zone euro 19	109	109	109	108	108	107	107	107	106	106
France	108	107	108	108	108	107	108	107	105	104
EU 28	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Italie	107	106	106	104	104	102	98	96	95	97
Malte	79	79	81	84	83	84	86	90	93	96
Espagne	103	101	100	96	93	91	89	90	91	92
Rép. tchèque	82	84	85	83	83	82	84	86	87	88
Chypre	104	105	105	100	96	91	84	81	82	83
Slovénie	87	90	85	83	83	82	82	82	82	83
Portugal	81	81	82	82	77	75	77	77	77	77
Slovaquie	67	71	71	74	75	76	77	77	77	77
Estonie	69	69	64	65	71	74	75	76	75	75

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Lituanie	60	63	56	60	66	70	73	75	75	75
Grèce	93	93	94	85	75	72	72	72	69	68
Pologne	53	55	60	62	65	67	67	67	68	68
Hongrie	60	63	64	65	66	66	67	68	68	67
Lettonie	57	59	52	53	57	60	62	64	64	65
Croatie	61	63	62	59	60	60	60	59	59	60
Roumanie	43	49	50	51	52	54	54	55	56	58
Bulgarie	40	43	44	45	45	46	46	47	47	49

Source: Données préparées par l'auteur, selon les calculs d'Eurostat

La récupération des décalages en ce qui concerne le produit intérieur brut par habitant est étroitement liée à la productivité. Un graphique réalisé à l'aide du site web de la Réserve fédérale des États-Unis (<https://fred.stlouisfed.org>) surprend l'évolution comparative de la productivité totale des facteurs dans cinq États membres d'Europe centrale-orientale (la Roumanie, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Bulgarie), dans la période 2007-2014, indiquant dans le cas de la Roumanie la croissance la plus accélérée des cinq. En dépit de cela, on remet en question la soutenabilité de la continuation de la tendance positive et les facteurs politiques, sociaux et culturels qui influencent la réalisation du potentiel de développement.

Du point de vue des processus économiques qui assurent le rattrapage des décalages, il devient clair que les éléments tels la tolérance (voire la propension) à l'égard du déficit et de la dette, ou l'ampleur de l'économie souterraine (avec toutes les pertes fiscales et sociales qu'elle engendre) représentent des pièces importantes dans la configuration du milieu macroéconomique, et donc leur liaison avec la manière de manifestation de la culture nationale ne doit pas être ignorée.

En réorientant notre attention vers l'objectif d'accroître le produit intérieur brut et en regardant cette question de la perspective de ses liens avec les flux de capitaux, nous rappelons l'observation de Lucas (1990), connue sous le nom de paradoxe de Lucas, selon laquelle, quoique les économies en développement aient un taux marginal de profit du capital supérieur aux économies développées, il n'y a qu'une petite partie des flux de capitaux qui se dirigent vers ces marchés, ce qui contredit les prédictions des modèles néoclassiques. Une explication de cet état de fait est présentée par la soi-disant « théorie du seuil », qui implique la nécessité d'y avoir un niveau minimal de développement des institutions et du secteur financier pour qu'une économie bénéficie des flux positifs de capitaux (Wei, 2013), ce niveau

minimal représentant une précondition de la productivité finale du capital et de sa capacité de générer de la croissance économique (Dullien, 2013). Cette vision est congruente à la théorie développée par les économistes Daron Acemoglu et James Robinson, dans leur livre *Why Nations Fail* (Pourquoi des nations échouent-elles) en 2012, devenu bientôt un ouvrage de référence dans son domaine. Selon Acemoglu et Robinson (2012), le succès ou l'échec d'une nation sur le plan économique est déterminé par la manière dont ses institutions fonctionnent, celles-ci pouvant être de deux types : (1) extractives, qui facilitent l'exploitation de la population et des ressources nationales par un groupe restreint d'élites politiques, aboutissant à un fonctionnement déficitaire des marchés et à une distribution inefficace (en plus de l'iniquité intrinsèque de ce concept), ou (2) inclusives, qui incluent dans le processus de gouvernement, par de divers mécanismes, une partie importante de la population, contribuant ainsi à une allocation plus efficace des ressources, assurant les prémisses d'un fonctionnement efficace des marchés et promouvant un climat dans lequel les différentes opportunités sont accessibles à une partie considérable de la population - avec la mention qu'un certain niveau de centralisation est nécessaire afin de pouvoir mettre en œuvre les normes législatives destinées à assurer les éléments structurels de l'inclusion. En plus, il faut souligner que le mode de fonctionnement des institutions est étroitement lié au niveau de la compétitivité et à ses perspectives, un cadre institutionnel ouvert, transparent et avec des mécanismes qui assurent la prise en charge étant l'un des éléments cruciaux afin d'atteindre un niveau élevé de compétitivité (Stephenson, 2006).

Dans ce contexte, revenant au cas de la Roumanie et aux caractéristiques de son milieu politique-économique, il émerge la vision pessimiste de Dăianu et Murgescu (2013), qui constatent qu'en Roumanie, les institutions sont faibles et ont un caractère extractif, influençant ainsi une économie qui opère dans un climat où la manipulation des politiques publiques et des conditions économiques par un groupe restreint d'acteurs, afin d'obtenir du profit, est endémique. Cette conclusion est partagée par d'autres études aussi, résultant qu'un tel comportement manipulateur, réalisé par l'intermédiaire des institutions gouvernementales, est répandu et peut constituer un facteur majeur d'instabilité politique et de confiance extrêmement basse en les institutions du marché (Mihályi et Szelenyi, 2013) et que le soi-disant « capitalisme de camaraderie », définit comme un système dans lequel ceux qui sont proches du pouvoir politique sont les bénéficiaires de certains faveurs et conditions préférentielles avec une grande valeur économique (Haber, 2002), opérant dans un climat institutionnel caractérisé par des institutions faibles, a une forte présence en Roumanie (Aligică et Tarko, 2015). Bien qu'on ait enregistré, après 1989, des progrès majeurs en ce qui concerne la transition vers un set

d'institutions plus inclusives, il existe de nombreuses voix, parmi lesquelles celle du Conseil de l'Union européenne (par le biais des conclusions relatives à l'évolution de la Roumanie, telle qu'elle est montrée dans les rapports du Mécanisme de coopération et de vérification), qui attirent l'attention sur la nécessité de continuer le processus de réforme et d'assurer la soutenabilité et l'irréversibilité des réformes déjà entreprises en matière de système judiciaire (Conseil de l'Union européenne, 2017). Ces préoccupations viennent dans le contexte où, quoiqu'on considère que la pression de l'Union européenne a un impact important sur le lancement des réformes judiciaires en Roumanie et sur le maintien de l'impulsion pour le processus de réforme, le succès à long terme reste dépendant de la volonté des agents de changement domestiques, dont certains ont même le pouvoir de s'opposer avec du succès à l'implémentation des mesures, voire de les annuler (Mendelski, 2012). D'ailleurs, le cas de la Roumanie est donné à titre d'exemple en matière de perte de l'efficacité de la conditionnalité de l'UE pendant la période post-adhésion (Dallara, 2014).

La situation est similaire dans le domaine de l'administration publique, où, après le moment de l'intégration, en raison de la baisse de la pression extérieure, le rythme général des réformes a ralenti, les aspects culturels et l'héritage historique constituant les potentielles causes des différences entre les États membres en ce qui concerne l'élaboration et l'implémentation de ces réformes (Radu, 2015).

Du point de vue culturel, cet état de fait est en concordance avec la relation causale positive qui opère entre la dimension culturelle hofstedienne de l'indulgence et l'indice de croissance inclusive, le niveau réduit d'indulgence de la culture roumaine (20/100) pouvant constituer l'un des obstacles à la croissance inclusive et, par extension, à la transition vers des institutions plus inclusives. Cet effet pourrait être augmenté par la valeur élevée de la dimension de la distance par rapport au pouvoir (90/100), indiquant un haut degré d'acceptation de la distribution inégale du pouvoir, d'une hiérarchie rigide et des tendances autocrates (Hofstede, 2011 et Hofstede, Hofstede et Minkov, 2010).

Quant à la compétitivité, la croissance, qui représente un élément essentiel pour le rattrapage des décalages entre la Roumanie et la moyenne de l'UE (ou les États membres les plus développés), nous notons les observations d'un rapport du Forum économique mondial, sur le thème de la compétitivité dans l'Union européenne, qui attire l'attention sur les carences institutionnelles de la Roumanie, appréciant que le pays doit se concentrer sur le développement d'un secteur institutionnel et de meilleures structures du marché, ceci étant une condition nécessaire à la croissance de la compétitivité au niveau des économies développées (Schwab *et al.*, 2014 : 30).

Sans surprise, autant la compétitivité⁴ que la croissance inclusive sont influencées positivement par la valeur de la dimension culturelle de l'indulgence, renforçant ainsi le tableau des relations sur l'alignement culture - institutions - compétitivité et indiquant la validité de l'hypothèse visant le rôle de transmission du caractère institutionnel, sans pourtant annuler la capacité de la dimension de l'indulgence d'influencer la compétitivité, par l'intermédiaire d'autres voies (Dan 2018a, 2018b).

Enfin, du point de vue de la problématique des processus institutionnels ou, plus largement, socio-économiques, y compris du progrès social⁵, on peut observer que ce concept tourne structurellement autour de certains éléments communs avec la qualité des milieux socio-économique et institutionnel et de la croissance promue par ceux-ci. En effet, le tout est reflété dans les résultats obtenus par des recherches antérieures visant les effets induits par les dimensions culturelles, le concept hofstedien de l'indulgence étant, à côté de la dimension de l'égalitarisme de Schwartz, l'un des éléments déterminants du progrès social, autant dans le cas de l'indulgence que dans celui de l'indicateur connexe de la prédisposition pour les dépenses sociales (Dan, 2017, 2018).

Conclusion

Ce papier représente un élément distinct d'une recherche plus ample sur la manière dont les éléments culturels influencent le climat économique roumain et sur la façon dont ces liens causaux peuvent être pris en compte, afin de rendre plus efficient le processus d'élaboration et d'implémentation des politiques publiques destinées à diminuer les décalages économiques par rapport aux États développés de l'UE. Il identifie la nécessité d'intégrer les réalités dimensionnelles culturelles roumaines dans les processus qui déterminent l'élaboration et l'implémentation des politiques publiques. Ainsi, nous soulignons la conclusion visant les avantages d'une approche qui a en vue l'état actuel du positionnement culturel de la Roumanie et qui, tout en suivant surtout les effets à court et à moyen terme, inclut ces particularités culturelles dans les actions de politique publique entreprises et intervient dans un modelage culturel (par exemple, par une série de politiques publiques qui visent l'encouragement de certains comportements et attitudes afférents à l'axe dimensionnel de l'indulgence, la dimension culturelle avec les effets les plus vastes, étant donné les variables dépendantes analysées dans cette étude), même si une telle démarche peut engendrer des résultats seulement à long terme, en raison du caractère plus rigide de la construction culturelle.

Dans ce contexte, il devient clair que l'intégration économique de la Roumanie dans l'Union européenne est étroitement liée à l'évolution institutionnelle et à

la capacité d'améliorer (dans une première étape) / d'éliminer (dans une étape ultérieure) les aspects institutionnels de nature extractive. Ainsi, reconnaissant la tendance d'autoconservation des institutions extractives, il est évident que les facteurs de changement doivent avoir leur origine à l'extérieur, une situation dans laquelle, bien qu'elle ne représente pas le seul facteur de ce type, la culture joue un rôle primordial. Comme l'observe Schoepflin (2012 : 17-18), « la Culture établit l'ordre moral. La culture régleme le bien et le mal, elle jette les bases de ce qui attire des récompenses et de ce qui attire la punition. Elle offre un modèle de bonne vie et établit un réseau complexe d'obligations, droits et devoirs » (tr. aut.), représentant un fort catalyseur incontournable du changement. En ce sens, il est nécessaire d'intensifier les efforts de réforme à travers une large gamme de domaine interconnectés et avec des effets sur la situation économique, par l'élaboration et l'implémentation de certains sets de politiques publiques adaptées culturellement, qui tiennent compte du caractère culturel national existant.

En tant que remarque finale, nous réitérons notre conviction qu'une approche adaptée culturellement représente un facteur essentiel pour une continuation efficiente du processus d'intégration économique européenne.

Bibliographie

Acemoglu, D., Robinson, J-A. 2012. *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York: Crown Business.

Aligică, Paul Dragoş et Tarko, Vlad, 2015. « Crony Capitalism », *Journal for Institutional Comparisons*, Vol. 13, No. 3, p. 27-32.

Auf dem Brinke, A., Enderlein, H., Fritz-Vannahme, J. 2015. *What kind of convergence does the Euro area need?*, Gütersloh Bertelsmann Stiftung and Jacques Delors Institut Berlin, [En ligne] : <http://www.delorsinstitut.de/2015/wp-content/uploads/2015/12/Convergence-Study-Final.pdf> [consulté le 07 janvier 2018].

Conseil de l'Union européenne, 2017. *Council conclusions on the Cooperation and Verification Mechanism*, 12 décembre, [En ligne]: [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/20171Council conclusions on the Cooperation and Verification Mechanism12-st15587_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/20171Council%20conclusions%20on%20the%20Cooperation%20and%20Verification%20Mechanism12-st15587_en.pdf), [consulté le 22 janvier 2018].

Burcă-Voicu, M., Dan, H., Maniu, M. 2018. « Policy Design for Competitiveness. A Heterodox View on the Present Day Governance of the Romanian Economic Life and Business Environment », *On-line Journal Modelling the New Europe*, n°. 25.

Corpădean, A-G. 2017. « Un rappel de la déclaration de Snagov une décennie après l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne », *Synergies Roumanie*, n°12, p. 25-36. [En ligne] : <https://gerflint.fr/Base/Roumanie12/corpadean.pdf> [consulté le 22 janvier 2018].

Dăianu, D., Murgescu, B. 2013. « Which Way Goes Romanian Capitalism? - Making a Case for Reforms, Inclusive Institutions and a Better Functioning European Union », *Romanian Journal of European Affairs*, Vol. 13, N°. 4.

Dallara, C. 2014. « The Successful Laggard in Judicial Reform: Romania Before and After the Accession », in *Democracy and Judicial Reforms in South-East Europe. Contributions to Political Science*, Springer, Cham, p. 57-80.

- Dan, H., 2015. « The Influence of Cultural Elements on Fiscal Behaviour in the European Union », On-line Journal Modelling the New Europe, n°. 16, p. 3-19.
- Dan, H. 2017. « Is Social Progress Subject to Cultural Influences? Arguments for Considering Cultural Characteristics as Inputs for Social Policy Design and Implementation », On-line Journal Modelling the New Europe, n°. 22, p. 104-122.
- Dan, H. 2018 (a). « Cultural Influences on Competitiveness in the European Union. An Exploration of Causality », in Cristina M. Hințea, Bogdan A. Moldovan, Bianca V. Radu, Raluca M. Suciuc (coord.), *Transylvanian International Conference in Public Administration: Cluj-Napoca, Romania, 2-4 November 2017*, Cluj-Napoca: Accent, p. 124-134.
- Dan, H. 2018 (b). *Determinanți culturali ai prosperității economice în contextul procesului de integrare europeană*, teză de doctorat, Universitatea Babeș-Bolyai, Cluj-Napoca, non publié.
- David, D. 2015. *Psihologia poporului român*, Iași: Polirom.
- Dullien, S. 2013. « How beneficial are capital inflows for economic catch-up? Lessons from the euro periphery », Working Paper, n° 08, Berlin Working Papers on Money, Finance, Trade and Development, [En ligne]: http://finance-and-trade.htw-berlin.de/fileadmin/HTW/Forschung/Money_Finance_Trade_Development/working_paper_series/wp_08_2013_Dullien_How_beneficial_are_capital_inflows_for_economic.pdf [consulté le 19 janvier 2018].
- Federal Reserve Bank of St. Louis, FRED Economic Data, [En ligne]: <https://fred.stlouisfed.org/>.
- Haber, S. 2002. Introduction : The Political Economy of Crony Capitalism. In : Stephen Haber (coord.), *Crony Capitalism and Economic Growth in Latin America. Theory and Evidence*, Stanford, CA: Hoover Institution Press, p. xii, [En ligne]: https://www.hoover.org/sites/default/files/uploads/documents/0817999620_xi.pdf [consulté le 22 janvier 2018].
- Hofstede, G., Minkov, M., 2013. *Values Survey Module 2013 Manual*, Geert Hofstede BV, [En ligne]: <http://geerthofstede.com/wp-content/uploads/2016/07/Manual-VSM-2013.pdf> [consulté le 02 octobre 2016].
- Hofstede, G. 1980. *Culture's Consequences: International Differences in Work-related Values*, Londres: Sage Publications.
- Hofstede, G. 1980. *Motivation, Leadership and Organization: Do American Theories Apply Abroad?*, Organizational Dynamics, N°. 1, Vol. 9.
- Hofstede, G. 2001. *Culture's Consequences: Comparing Values, behaviours, Institutions, and Organizations Across Nations*. Second Edition, Thousand Oaks CA: Sage Publications.
- Hofstede, G. 2011. « Dimensionalizing Cultures: The Hofstede Model in Context », Online Readings in Psychology and Culture, no. 2(1), [En ligne]: <http://scholarworks.gvsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1014&context=orpc> [consulté le 02 août 2016].
- Hofstede, G., Hofstede, Gert Jan, Minkov M. 2010. *Cultures and Organizations: Software of the Mind*. Revised and Expanded 3e édition. New York: McGraw-Hill USA.
- Hofstede, G., Hofstede, Gert Jan, Minkov, M., Vinken, H. 2008. *Values Survey Module 2008 Manual*, Geert Hofstede BV, p. 2, [En ligne]: <http://www.mjliebhaber.com/psyc354/manualvsm08.pdf> [consulté le 02 octobre 2016].
- Inglehart, R., Norris, P. 2004. *Sacred and Secular: Reexamining the Secularization Thesis*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Inglehart, R., Welzel, C. 2005. *Modernization, Cultural Change and Democracy*, New York / Cambridge: Cambridge University Press.
- Inglehart, R., Welzel, C. 2010. *Changing Mass Priorities: The Link between Modernization and Democracy*, Perspectives on Politics.
- Joseph E. Stiglitz. 2016. *Euro. Cum amenință moneda comună viitorul Europei*, Bucarest: Publica.

- Lucas, R. 1990. « Why doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries? », *American Economic Review* Vol. 80, N°. 2, p. 92-96.
- Mendelski, M., 2012. « EU-driven judicial reforms in Romania: a success story? », *East European Politics*, Vol. 28, N°. 1, p. 23-42.
- Mihályi, P., Szelényi, I. 2016. « Two different sources of inequalities: profits and rents in advanced market economies », Discussion papers MT-DP - 2016/30, Institute of Economics, Centre for Economic and Regional Studies, Hungarian Academy of Sciences, [En ligne]: <http://econ.core.hu/file/download/mtdp/MTDP1630.pdf> [consulté le 22 janvier 2018].
- Norris, P., Inglehart, R. 2004. *Sacred and Secular: Religion and Politics Worldwide*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Porter, M., Stern, S. 2016. *Social Progress Index 2016*, Washington, D.C : Social Progress Imperative, [En ligne]: <http://www.socialprogressimperative.org/wp-content/uploads/2016/06/SPI-2016-Main-Report.pdf>, [consulté le 01 avril 2017].
- Radu, L. 2015. « How to Develop Sustainable Public Administration Reforms », *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, N°. 44 E, p. 180-195.
- Rusek, A. 2017. « The Eurozone's Future: Is There a Difference between "North" and "South"? », *Modern Economy*, No. 6, pp. 1043-1050, [En ligne]: <http://dx.doi.org/10.4236/me.2015.610100> [consulté le 07 janvier 2018].
- Schoepflin, G. 2012. « What are Cultures? », in : *Report on The Global Round Table Sustainability of Culture, The Greatest Challenge of the 21st Century*, Budapest.
- Schwab, K., Sala-i-Martin, X. (coord.) 2017. *The Global Competitiveness Report 2017-2018*, World Economic Forum, p. 11. [En ligne]: <http://www3.weforum.org/docs/GCR2017-2018/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2017%E2%80%932018.pdf> [consulté le 15.11.2017].
- Schwab, Klaus; Barth Eide, Espen; Rösler, Philipp et Blanke, Jennifer, 2014. *The Europe 2020 Competitiveness Report. Building a More Competitive Europe*, World Economic Forum, [En ligne]: http://www3.weforum.org/docs/WEF_Europe2020_CompetitivenessReport_2014.pdf [consulté le 21.01.2018].
- Schwartz, S. 1999. « A Theory of Cultural Values and Some Implications for Work », *Applied Psychology: An International Review*, Vol. 48, N°. 1, p. 23-46.
- Schwartz, S. 2006. « A Theory of Cultural Value Orientations: Explication and Applications », *Comparative Sociology*, Vol. 5, N°. 2-3.
- Schwartz, S. 2006. « Value Dimensions of Culture and National Difference », diapositives de la présentation soutenue à Bergen, en Norvège, en novembre 2006.
- Stephenson, S. 2006. « Competitiveness and its Essential Components », Organization of American States, discours dans le cadre de CCAA Conference, Miami, 6 décembre, [En ligne]: http://www.oas.org/en/sedi/desd/trade/pubs/competitivenessessentialcomponent_sstephenson_e.pdf [consulté le 19 janvier 2018].
- Wei, Shang-Jin, 2008. « International capital flows », in : Steven N. Durlauf et Lawrence E. Blume (coord.), *The New Palgrave Dictionary of Economics*, 2^e éd., Palgrave Macmillan, apud. Sebastian Dullien, « How beneficial are capital inflows for economic catch-up? Lessons from the euro periphery », Working Paper No. 08/2013, Berlin Working Papers on Money, Finance, Trade and Development.
- World Value Survey, [En ligne]: <http://www.worldvaluessurvey.org/WVSContents.jsp> [consulté le 11 septembre 2017]. World Value Survey, [En ligne]: <http://www.worldvalues-survey.org/WVSContents.jsp>

Annexes

Annexe 1 : Les valeurs des dimensions culturelles de Hofstede dans l'Union européenne

	DP	EI	I/C	M	OTL	IND/R
Autriche	11.00	70.00	55.00	79.00	60.00	63.00
Belgique	65.00	94.00	75.00	54.00	82.00	57.00
Bulgarie	70.00	85.00	30.00	40.00	69.00	16.00
Rép. tchèque	57.00	74.00	58.00	57.00	70.00	29.00
Danemark	18.00	23.00	74.00	16.00	35.00	70.00
Estonie	40.00	60.00	60.00	30.00	82.00	16.00
Finlande	33.00	59.00	63.00	26.00	38.00	57.00
France	68.00	86.00	71.00	43.00	63.00	48.00
Allemagne	35.00	65.00	67.00	66.00	83.00	40.00
Grèce	60.00	100.00	35.00	57.00	45.00	50.00
Hongrie	46.00	82.00	80.00	88.00	58.00	31.00
Irlande	28.00	35.00	70.00	68.00	24.00	65.00
Italie	50.00	75.00	76.00	70.00	61.00	30.00
Lettonie	44.00	63.00	70.00	9.00	69.00	13.00
Lituanie	42.00	65.00	60.00	19.00	82.00	16.00
Luxemburg	40.00	70.00	60.00	50.00	64.00	56.00
Malte	56.00	96.00	59.00	47.00	47.00	66.00
Pays-Bas	38.00	53.00	80.00	14.00	67.00	68.00
Pologne	68.00	93.00	60.00	64.00	38.00	29.00
Portugal	63.00	99.00	27.00	31.00	28.00	33.00
Roumanie	90.00	90.00	30.00	42.00	52.00	20.00
Slovaquie	100.00	51.00	52.00	100.00	77.00	28.00
Slovénie	71.00	88.00	27.00	19.00	49.00	48.00
Espagne	57.00	86.00	51.00	42.00	48.00	44.00
Suède	31.00	29.00	71.00	5.00	53.00	78.00
Grande Bretagne	35.00	35.00	89.00	66.00	51.00	69.00

Source: Données préparées par l'auteur, selon Hofstede, *op. cit.* (2011) et Hofstede, Hofstede et Minkov, (2010), consultés par le biais du Hofstede Centre.

Annexe 2 : Les valeurs des dimensions culturelles de Schwartz dans l'Union européenne

	Harmonie	Intégration	Hiérarchie	Maîtrise	Harmonie aff.	Harm int.	Égalit.
Autriche	4.31	3.11	1.75	3.92	4.29	4.9	4.89
Belgique	4.35	3.25	1.69	3.84	3.94	4.64	5.2
Bulgarie	4.13	3.87	2.68	4.02	3.47	4.29	4.13
Croatie	4.02	4	2.55	4.05	3.92	4.35	4.6
Chypre	4.01	4.04	1.96	3.95	3.21	3.83	4.85
Rép. tchèque	4.27	3.59	2.22	3.75	3.49	4.62	4.45
Danemark	4.16	3.19	1.86	3.91	4.3	4.77	5.03
Estonie	4.31	3.81	2.04	3.79	3.36	4.23	4.58
Finlande	4.34	3.37	1.8	3.66	3.96	4.93	4.9
France	4.21	3.2	2.21	3.72	4.39	5.13	5.05
All. (RFA)	4.62	3.03	1.87	3.86	4.11	4.99	5.07
Grèce	4.4	3.41	1.83	4.25	3.92	4.39	4.84
Hongrie	4.34	3.6	1.94	3.73	3.63	4.57	4.51
Irlande	3.77	3.41	2.09	4.04	4.05	4.54	4.9
Italie	4.62	3.46	1.6	3.81	3.3	4.91	5.27
Lettonie	4.46	3.83	1.8	3.75	3.48	4.22	4.32
Pays-Bas	4.05	3.19	1.91	3.97	4.13	4.85	5.03
Pologne	3.86	3.86	2.51	3.84	3.32	4.31	4.48
Portugal	4.27	3.43	1.89	4.11	3.62	4.53	5.21
Roumanie	4.11	3.78	2	4.06	3.45	4.61	4.48
Slovaquie	4.47	3.82	2	3.83	2.99	4.29	4.58
Slovénie	4.45	3.71	1.62	3.71	3.72	4.88	4.56
Espagne	4.47	3.31	1.84	3.8	3.67	4.99	5.23
Suède	4.46	3.12	1.83	3.81	4.24	5.09	4.9
Gde Bretagne	3.91	3.34	2.33	4.01	4.26	4.62	4.92

Source: Données préparées par l'auteur, selon Schwartz, *op. cit.* (1999, 2006).

Annexe 3: Le progrès social dans l'Union européenne

	Index du progrès social
Autriche	86.60
Belgique	86.19
Bulgarie	72.14
Danemark	89.39
Estonie	82.62
Finlande	90.09
France	84.79
Allemagne	86.42
Grèce	78.27
Irlande	87.94
Italie	82.49
Lettonie	76.19
Lituanie	76.94
Grande Bretagne	88.65
Pays-Bas	88.65
Pologne	79.76
Portugal	83.88
Rép. tchèque	82.80
Roumanie	72.23
Slovaquie	78.96
Slovénie	84.27
Espagne	85.88
Suède	88.80
Hongrie	76.88

Source: Données préparées par l'auteur, selon Porter et Stern (2016)

Annexe 4: La compétitivité dans l'Union européenne

	Compétitivité (Index compétitivité globale)
Autriche	5.25
Belgique	5.23
Bulgarie	4.46
Rép. tchèque	4.77
Danemark	5.39
Estonie	4.85
Finlande	5.49
France	5.18
Allemagne	5.65
Grèce	4.02

	Compétitivité (Index compétitivité globale)
Hongrie	4.33
Irlande	5.16
Italie	4.54
Lettonie	4.4
Lituanie	4.58
Luxembourg	5.23
Malte	4.65
Pays-Bas	5.66
Pologne	4.59
Portugal	4.57
Roumanie	4.28
Slovaquie	4.33
Slovénie	4.48
Espagne	4.7
Suède	5.52
Grande Bretagne	5.51

Source: Données préparées par l'auteur, selon Schwab et Sala-i-Martin (2017)

Notes

1. World Value Survey - voir la carte ici : <http://www.worldvaluessurvey.org/WVSContents.jsp>
 2. Bien qu'il ne soit pas notre objectif de réaliser une comparaison culturelle approfondie entre la Roumanie et la Pologne, nous mentionnons que cette ressemblance culturelle se retrouve partiellement parmi les résultats de la carte culturelle Inglehart-Welzel (les deux États ayant un positionnement proche sur l'axe du traditionalisme, mais non pas de la survie) et, dans une moindre mesure, du modèle culturel de Hofstede, où les valeurs les plus proches se retrouvent en ce qui concerne les dimensions de l'évitement de l'incertitude et de l'indulgence, selon Hofstede (2011) et Hofstede, Hofstede et Minkov (2010), consultés par le biais du Hofstede Centre.
 3. https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country/romania/economic-forecast-romania_en [05.01.2018]
 4. Pour des données sur le niveau de la compétitivité de la Roumanie provenues de Klaus Schwab *et al.* (2017) et pour une perspective comparative de la compétitivité dans l'Union européenne, voir l'Annexe 3.
- Pour un tableau plus détaillé de la compétitivité en Roumanie, voir Monica Burcă-Voicu, Horațiu Dan et Mircea Maniu, « Policy Design for Competitiveness. A Heterodox View on the Present Day Governance of the Romanian Economic Life and Business Environment », *On-line Journal Modelling the New Europe*, no. 25, 2018.
5. Pour des données sur le niveau du progrès social en Roumanie et pour une perspective comparative du progrès social dans l'Union européenne, voir l'Annexe 4.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
 Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr